

**MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME**

Bulletin : SOS-ENVIRONNEMENT

N°23 du Vendredi 10 juin 2005

Message du Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, 5 juin 2005

Le défi de l'environnement urbain

Le thème de cette nouvelle édition de la Journée mondiale de l'environnement, Des villes vertes, un plan pour la planète !, met en lumière les défis que pose l'une des grandes tendances de notre temps : l'augmentation rapide de la proportion de gens vivant en milieu urbain.

Au cours du prochain quart de siècle, la quasi-totalité de la croissance démographique se produira dans les villes, pour l'essentiel dans les pays les moins développés. D'ici 2030, plus de 60 % de la population mondiale vivront en zone urbaine. Cette urbanisation rapide pose de sérieux problèmes, de la pauvreté et du chômage au crime et à la drogue. Déjà, un citadin sur trois vit dans des bidonvilles. Et dans trop de villes en pleine expansion, les mesures de protection de l'environnement sont insuffisantes et l'urbanisme dépourvu de plan d'ensemble.

Pourtant, les conséquences environnementales de la croissance urbaine sont considérables. Les villes sont de gros consommateurs de ressources naturelles et de gros producteurs de déchets. Elles produisent la majeure partie des gaz à effet de serre responsables du changement climatique. Elles dégradent souvent la qualité de l'eau, appauvrissent les nappes phréatiques, souillent le milieu marin, polluent l'air et occupent de la terre, ruinant la diversité biologique.

L'accentuation du phénomène de concentration des hommes dans les villes est telle que le monde ne pourra atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement si la planification écologique n'est pas intégrée dans tous les aspects de l'urbanisme. Certes, créer des villes respectueuses de l'environnement est une énorme gageure, mais les technologies et les compétences nécessaires existent déjà. Des moyens de transport propres, des immeubles économes en énergie, des procédés d'assainissement sûrs et un usage économique de l'eau sont possibles dès aujourd'hui, pas seulement demain, souvent à un coût accessible pour tous.

Pour cette Journée mondiale de l'environnement, j'invite chacun d'entre nous, ainsi que les entreprises, les collectivités locales et les gouvernements à relever le défi de l'environnement urbain. Tirons parti du grand savoir et du dynamisme naturel des zones urbaines. Et créons des « villes vertes » où les gens pourront élever leurs enfants et tenter de concrétiser leurs rêves dans un environnement bien aménagé, propre et sain.

LES ENJEUX DU MILLÉNAIRE URBAIN

En 1950, moins d'une personne sur trois vivait dans une ville. Aujourd'hui, près de la moitié de la population de la terre est urbaine. D'ici 2030, cette proportion devrait dépasser 60 %.

C'est dans les zones urbaines des pays les moins développés que l'on enregistrera la quasi-totalité de la croissance démographique du prochain quart de siècle. La croissance la plus rapide sera observée non dans les plus grandes villes, mais dans les agglomérations urbaines de moins de 500 000 habitants.

En 2000, on recensait 402 villes de 1 à 5 millions d'habitants et 22 villes de 5 à 10 millions d'habitants. En 1950, New York était la seule ville du monde à avoir plus de 10 millions d'habitants. D'ici 2015, il y aura 23 villes de cette taille, dont 19 dans des pays en développement.

Dans les pays plus développés, 75 % de la population vivent en milieu urbain. La proportion de citoyens en Asie est inférieure à 40 %, mais la population urbaine est de 1,5 milliards d'habitants, soit plus que l'Europe, l'Amérique latine, l'Océanie et l'Amérique du Nord réunies. L'Afrique est le continent le moins urbanisé, mais sa population urbaine est celle qui se développe le plus rapidement.

Dans le monde développé, l'urbanisation a en grande partie coïncidé avec la croissance économique et l'amélioration de la qualité de la vie. Ce n'est pas le cas dans les pays en développement. En Afrique, par

exemple, plus de 70 % de la population urbaine (soit plus de 160 millions de personnes) vivent dans des bidonvilles. Depuis 1990, la population des bidonvilles d'Afrique a augmenté de près de 5 % par an et est bien partie pour doubler tous les 15 ans.

Au moins 1 milliard de personnes, principalement en Asie, en Afrique et en Amérique latine, vivent dans des bidonvilles improvisés et dans des colonies de squatters qui ne sont ni légalement reconnus ni desservis par les services municipaux. D'ici 2020, ce chiffre devrait dépasser 2 milliards de personnes.

L'un des buts visés par l'Objectif du Millénaire n° 7 pour le développement (assurer un environnement durable) est d'améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de bidonvilles d'ici 2020. Les facteurs environnementaux sont une cause majeure de décès, de maladie et de baisse de productivité, autant de phénomènes qui conspirent à perpétuer la pauvreté.

L'insalubrité de l'eau et l'insuffisance des installations d'assainissement sont les risques auxquels sont habituellement exposés les habitants des bidonvilles. Deuxième cause la plus fréquente de mortalité des enfants, la diarrhée serait responsable de 12 % des décès d'enfants de moins de cinq ans dans les pays en développement-1,3 million de décès par an.

Les habitants des bidonvilles doivent également faire face aux problèmes liés à la mauvaise qualité de l'air. Environ 2 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année d'infections respiratoires aiguës. Première cause de mortalité infantile dans le monde, ces infections sont aggravées par des facteurs environnementaux comme la pollution de l'air à l'intérieur des logements comme à l'extérieur.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, 1,5 milliards de citoyens subissent des niveaux de pollution atmosphérique extérieure supérieurs aux niveaux maximums recommandés. Au moins un demi-million de décès peuvent être imputés à la seule pollution par les particules et le dioxyde de soufre provenant principalement des gaz d'échappement des véhicules. Selon une étude, aux États-Unis un cas de cancer du poumon sur cinq serait dû aux gaz d'échappement.

La combustion des déchets, notamment des matières plastiques et autres déchets dangereux, a elle aussi un impact sur la qualité de l'air. Les coûts sanitaires mondiaux de la pollution de l'air sont estimés à 1 milliard de dollars. Dans les pays développés, ces coûts représentent presque 2 % du PIB ; dans les pays en développement, ils atteignent entre 5 et 20 %.

La production d'électricité, l'industrie et les transports (à l'heure actuelle principalement associés aux villes dans le monde développé) sont responsables de la majeure partie des émissions de dioxyde de carbone, principal gaz à effet de serre à l'origine du changement climatique.

Au cours du prochain quart de siècle, on estime que les émissions de dioxyde de carbone, principalement celles provenant des voitures, des camions et des centrales électriques, augmenteront de 60 %. Plus des deux tiers de cette augmentation viendront des pays en développement, en raison de leur croissance économique rapide et de l'augmentation sensible du parc automobile.

Le changement climatique est une menace pour les villes côtières et de basse altitude, en raison d'une part de l'élévation du niveau des mers et d'autre part de la fréquence et de la gravité croissantes des tempêtes. Les populations urbaines en croissance permanente, en particulier dans les bidonvilles, sont plus vulnérables aux catastrophes naturelles. Environ 40 % de la population mondiale vivent à moins de 60 kilomètres d'une côte.

L'urbanisation et le développement économique ont généralement pour corollaire une augmentation de la consommation et de la production de déchets par habitant. Les citoyens du monde développé produisent jusqu'à six fois plus de déchets que ceux des pays en développement.

Les municipalités dépensent jusqu'à 30 % de leur budget pour éliminer les déchets, et principalement pour le transport. En outre, les coûts augmentent souvent sous l'effet du manque de terrains adaptés, à mesure que les zones urbaines s'étendent et que les prix augmentent.

Dans les pays en développement, la gestion des déchets solides peut coûter encore plus cher, jusqu'à 50 % des budgets ordinaires. L'infrastructure nécessaire pour éliminer les déchets dans de bonnes conditions de sécurité fait souvent défaut. Entre 30 et 60 % des déchets urbains solides ne sont pas collectés et moins de 50 % pour cent de la population bénéficient de services de collecte des ordures ménagères.

Plus les villes se développent, plus elles sont tributaires de ressources qu'il faut aller chercher plus loin et plus leur impact sur l'environnement est important. c'est ce qu'on appelle l'empreinte écologique.

L'empreinte écologique de Londres (RU) est égale à 120 fois sa superficie. Une ville moyenne d'Amérique du Nord avec une population de 650 000 habitants a besoin de 30 000 km² de terre pour satisfaire ses besoins. A l'opposé, en Inde une ville de la même taille mais moins riche n'a besoin que de 2 800 km².

Depuis 1950, la consommation mondiale de combustibles fossiles a augmenté de 500 %. La consommation d'eau a presque doublé depuis 1960 et les prises marines ont quadruplé. Une ville de 10 millions de personnes-comme Manille, Le Caire ou Rio de Janeiro importe au moins 6 000 tonnes de produits alimentaires par jour.

Plus de la moitié de l'eau utilisée pour les besoins humains est consommée par les zones urbaines : pour l'industrie, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, ou pour l'irrigation des cultures. Jusqu'à 65 % de l'eau utilisée pour l'irrigation est perdue.

Dans les villes de nombreux pays en développement, entre 40 et 60 % de l'eau potable (qui coûte cher) sont perdus à cause des fuites de tuyauterie et des raccordements illégaux. Même dans les pays industrialisés, jusqu'à un quart de l'eau courante est gaspillé.

La température de l'air dans les villes peut être jusqu'à 5 C supérieure à celle de la campagne environnante quand le couvert naturel du sol est remplacé par des routes et des immeubles. Ce phénomène, appelé " effet d'îlot de chaleur ", peut être réduit en préservant ou aménageant des espaces verts dans les villes.

Les espaces verts des établissements urbains jouent de nombreux autres rôles. Les forêts urbaines produisent de l'oxygène et absorbent le gaz carbonique, améliorant la qualité de l'air. Elles régulent l'absorption des eaux pluviales et constituent un habitat pour la faune urbaine.

Correctement gérés, les établissements urbains peuvent supporter des concentrations croissantes de personnes en limitant leur impact sur l'environnement et en améliorant les normes sanitaires et la qualité de la vie. Des lois et des subventions nationales et locales peuvent décourager la production de déchets et encourager la conservation et les solutions durables.

Les exemples de bonne gestion sont par exemple l'utilisation des eaux usées domestiques pour les chasses d'eau, les véhicules peu polluants et les réseaux de transports en commun économes en énergie qui règlent les problèmes d'embouteillage et assainissent l'atmosphère, les éclairages à faible consommation qui économisent l'énergie et les programmes de recyclage des déchets.

Il y a, dans le monde, de nombreux exemples d'efforts de collectivités locales, d'associations de citoyens et d'entreprises pour élaborer et mettre en place des solutions innovantes aux problèmes du millénaire urbain et créer des villes vertes.

CELEBRATION AU BURUNDI

Le Burundi célèbre cette journée à KIRUNDO ce 11 juin 2005. Mais avant les activités de la journée, le Ministère a déjà lancé les activités de sensibilisation et de réhabilitation du jardin public, il a donné un prix au meilleur journaliste en matière de l'environnement. Les thèmes de l'année étaient : « sauvagardons nos espaces verts », « relançons les travaux communautaires en privilégiant les activités de reboisement, de ramassage des déchets ménagers, de traçage des courbes anti-érosives » et « les forêts naturelles, les boisements et les aires protégées sont d'une grande richesse de notre pays. Protégeons-les contre les feux de brousse ».

Entre mercredi et vendredi, deux ateliers sur la protection de l'environnement et la sensibilisation de la population de Kirundo sur les herbes envahissantes qui sera faites sur le lac RWIHINDA.

La journée connaîtra une compétition entre les groupes folkloriques des sept provinces du Bassin du Nil.

« Sans Nature, pas de futur car nos vies sont liées ».